

Au pied du mur

Quelques nouvelles des luttes contre les prisons....

La prison est une menace pour tout-es celles et ceux qui, pour une raison ou une autre, ne suivent pas les règles de la société. Qu'il-es aient voulu s'insérer sans avoir la possibilité de le faire par les moyens "autorisés", (un peu trop pauvre, pas assez blanc-he, pas assez sédentaire...) et/ou qu'il-es n'en aient pas eu envie. Parce que pas envie de bosser pour un-e patron-ne, de perdre sa vie à la gagner. Pas envie de participer à la compétition et d'écraser les autres (memeun peu) pour faire SA place. Parce qu'on ne veut pas suivre les lois et leur hypocrisie, on ne veut pas s'insérer dans ce monde et ses valeurs moisies.

Si on est en dehors des lois. Si on s'oppose à elles, Si on est dans la débrouille (ou les trois à la fois, selon les moments)... il peut arriver qu'on se fasse attraper et qu'on fasse un passage par la case prison. La prison fait peur, on l'agite comme le grand méchant loup pour que tout le monde suive bien les règles de ce système dégueulasse, où l'on peut, à la limite, s'indigner mais pas plus... Meme à l'intérieur des murs, l'Administration Pénitentiaire [AP] s'arrange pour que les prisonniers aient "quelque chose à perdre", en isolant les détenu-es qui se révoltent pour faire peur au restant de la détention.

Nous voulons la fin du fric, de l'obéissance, de la domination. Tant qu'il y aura des prisons pour celles et ceux qui se révoltent, des mitards pour dissuader les prisonnier-ères de détruire les lieux d'enfermements, il sera impossible d'imaginer autre chose qu'une rénovation de nos conditions d'existences. Ça ne nous suffit pas. La destruction de toutes les prisons va de pair avec la fin de cette société. C'est pour cela que nous sommes attentif-ves et que nous avons envie de relayer une partie de ce qui échappe au contrôle de l'état (partis politiques, institutions) et de l'administration pénitentiaire. Sans vouloir calquer notre discours sur les gestes d'autres, mais en mettant en avant ce qui nous parle dans ce que nous en voyons. Sans ignorer le fait que nous ne nous retrouvons pas forcément plus que sur le refus de l'autorité. Et que nous appelons "camarades" certain-es individu-es qui mettent en avant des idées que nous partageons. Ces révoltes ont leur pertinence propre en fonction des contextes. Nous nous y reconnaissons plus ou moins, elles nous font plus ou moins écho, plus ou moins plaisir. Elles sont le signe qu'à l'intérieur et à l'extérieur, la colère gronde, les résistances persistent.

Les prisons sont les lieux de punition extrême, mais le refus de s'incliner, la solidarité y sont bien présentes. Les révoltes prennent différentes formes, selon les occasions. Individuelles et / ou collectives, anonymes ou signées, exprimant des revendications ou non... Blocage de promenade, détérioration ou destruction de matériel, écriture de textes qui sont diffusés par différents moyens, attaques physiques envers les matonnes, incendies de cellules...

Les institutions et entreprises qui sont présentes à l'intérieur des murs, le sont également dans notre environnement quotidien. Eiffage, Bouygues et Vinci, constructeurs de taulas, se sont fait attaquer de

nombreuses fois pour leur participation à l'enfermement. De même pour des architectes, des entreprises qui font bosser les prisonnier-ères...

À l'extérieur, les journaux et le bouche à oreille rapportent divers événements. Les journaux, nous devons les décoder... ils rapportent la parole du pouvoir, donnent toujours une version des faits qui désavantage les détenu-es. Les présentent comme des individu-es dangereux-es qui agissent sans raison, comme si être enfermé-es n'était pas une raison suffisante pour vouloir s'échapper ou détruire sa cage. Comme si c'était possible de vivre libre sous menace permanente de l'enfermement! La presse rapporte la parole des maton-nes, par le biais de leur syndicat. Les actes de révoltes sont utilisés pour justifier toujours plus de mesures sécuritaires

Au contraire, les événements que nous reprenons nous semblent enthousiasmants. Nous nous en sentons solidaires, parce qu'ils vont dans le sens d'un monde qui détruirait toutes les prisons, c'est pourquoi nous voulons les mettre en lien, les partager, pour qu'ils inspirent d'autres actions. On parle aussi beaucoup de répression parce que c'est malheureusement ce qui peut arriver comme réponse logique de l'Etat, pas pour se sentir découragé-e ou impuissant-e, mais pour tenter de surmonter cette épreuve et y développer (également) des solidarités.

Corbas

Fin de l'été, la quasi-totalité des détenus signe deux textes collectifs qui parlent de leur quotidien à la merci de cette institution qui se fait du beurre sur leur dos et les traite comme des chiens. Suite à ces textes revendiquant de meilleures conditions d'incarcérations, l'AP a choisi des "responsables". Une personne a été mise en isolement. Un nombre important de courriers sont bloqués, pour tenter de saper la solidarité et les liens qui existent entre intérieur et extérieur.

A Corbas toujours, on apprend de bouche à oreille qu'incendies de cellules et blocages de promenade se succèdent. Cet été, un grand nombre de détenus ont détruit les caillebotis des cellules où ils étaient enfermés. (Sortes de grillages ajoutés aux fenêtres pour limiter encore un peu plus la vue). Cela a occasionné des dizaines de milliers d'euros de frais pour l'administration pénitentiaire, qui a fait passer plusieurs personnes en procès au mois de novembre.

Fin novembre, un détenu passe au tribunal de Chambéry. il aurait "serré la gorge d'un surveillant pour une histoire de douche". Quelle est la part de vérité dans ce que rapporte le dauphiné libéré, difficile de le savoir sans avoir d'autres sources. en tous cas, leur manière d'en parler vise à minimiser ce qui s'est passé, et faire comme si une "histoire de douche" était un détail. Mais ce n'est pas un détail, pendant des jours, des mois, des années, de demander des autorisations à des uniformes pour des gestes banals du quotidien, de subir leur mépris, leur chantage, leur remarques, voir même leur compréhension ou leur sympathie. En deux mots, de subir leur présence et leur autorité.

Elles et eux qui sont le dernier maillon de la justice, de cette société hypocrite et de ses lois.

Quelles sont les conséquences de son passage au tribunal, le journal ne le dit pas. Combien de jours, de semaines, de mois en plus, pour avoir ouvert sa gueule et utilisé ses poings, dans un contexte où tout lui est défavorable ?

Brèves brèves...

En septembre, au pontet, près de Nîmes, la voiture d'un couple de maton-nes part en fumée... détruite par un explosif. Selon le journaliste perspicace, la profession des propriétaires de la voiture pourrait être la cause de l'attaque... Sans blagues...
Le 18 Novembre à Andenne, (Belgique)

200 détenus (sur 400) refusent de réintégrer les cellules et saccagent une partie des bâtiments. La mutinerie est arrêtée par l'intervention de la direction des forces spéciales de la police fédérale.. (montant des dégats inconnus). Trois jours après, les gardien-nes ont reçu des menaces de l'extérieur disant que leur véhicules seraient incendiés... Bien fait!

Saint-Quentin Fallavier

Au mois de février, des émeutes se déclenchent au centre de détention. Des dizaines de détenus bloquent les cours de promenade, et détruisent les grillages. Ils mettent en cause l'administration pénitentiaire, et les entreprises qui se font de l'argent en sous traitant certaines de ses fonctions (dont sodhexo).

L'AP se défend comme d'habitude par des tabassages, mises au mitard ou en quartier d'isolement, en balluchonnant une partie des prisonniers concernés. Par des sanctions disciplinaires et suppression de remises de peine.

À la fin du mois d'octobre, le dauphiné libéré rapporte qu'un détenu a tambouriné à la porte de sa cellule pour se faire ouvrir, et attrapé ensuite un maton à la gorge. S'ensuivent moult détails concernant le pauvre maton qui s'est fait des bleus en tombant, et qui a été heureusement aidé par ses collègues. On peut imaginer qu'ils ne se sont pas gênés, à plusieurs contre un, pour lui faire payer son geste. Il a ensuite été conduit à l'isolement, et une enquête a été ouverte, ce qui signifie qu'en plus de ce qu'il paye maintenant, l'addition va être salée pour lui.

Mi-novembre, le même journal parle de l'incendie d'une cellule, sans donner plus de détails. À propos

De la chance par rapport à qui ?

A Mourad Maamar, retrouvé mort en cellule, dans laquelle le feu s'est déclenché, peu après son arrivée à Varcès ? (Isère, décembre 2009) La famille, qui a vu son corps tuméfié, veut éclaircir les conditions de sa mort. La plainte qu'elle a déposée contre X n'a pu être enregistrée que récemment.

A Skander Vogt, retrouvé mort en cellule, qui s'est asphyxié lentement pendant que les gendarmes et les matons échangeaient des plaisanteries et commentaires à son sujet? (Suisse, canton de Vaud, mars 2010) Ces échanges, enregistrés, ont été retransmis par une radio française, ce qui a occasionné un "scandale", mais les mis en cause dans cette affaire ont été innocentés par la justice, qui continue à bien remplir sa mission. (Défendre les représentant-es du pouvoir)

Incendier sa cellule, par colère ou par désespoir, c'est toujours prendre le risque d'y laisser la vie. De là à ce que les maton-nes parlent, pour celles et ceux qui en réchappent, de "chance", il y a une limite que nous ne franchirons pas, la limite entre eux et nous.

Établissement pénitenciaire pour mineur-es de lavaur

Mai 2011

la quasi totalité des détenus de l'Établissement Pénitenciaire pour Mineur-es [EPM] se révoltent et ravagent des dizaines de cellules. La réponse de l'AP aux mutins: mises au mitard, conseils disciplinaires, tranferts, ainsi qu'une descente des ERIS (équipe régionales d'intervention et de sécurité) spécialistes du matage des luttes en prison. Les journaux parlent de "quasi-rébellyon" tout en retransmettant les paroles des syndicats de maton-nes qui pleurent leurs mauvaises conditions de travail.

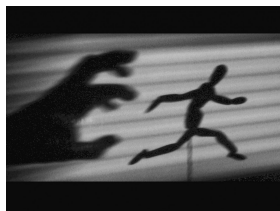
Quelques mois après, le 6 juillet, un groupe d'une dizaine d'individues fait irruption dans les locaux de la direction interrégionale-sud de la pjj à labège (protection judiciaire de la jeunesse). Les visiteur-euses renversent des excréments et le contenu d'extincteurs sur les ordinateurs. Des tags "nique la justice" et "porcs" ainsi que des textes à l'intention des salarié-es sont laissés sur place. L'un d'entre eux qui tentent de s'interposer est recouvert de gaz lacrymogène, avant qu'il-es ne s'envolent sans encombre...

Mi-novembre, une centaine de keufs perquisitionnent plusieurs lieux, arretent 6 camarades. Quatre sont été placé-es en détention provisoire. Un en controle judiciaire tandis que le sixième est considéré comme "témoin assisté" (son nom apparait dans le dossier mais il n'est pas inculpé pour le

moment). Il-es sont inculpé-es d'«association de malfaiteurs en vue de dégradations ou de violences envers personnes » suite aux événements de Juillet.

Qu'il-es aient ou non fait partie de l'expédition qui nous avait réjoui à l'époque, nous sommes solidaires des inculpé-es.

Ces arrestations interviennent après plusieurs années de lutteS contre les prisons pour mineurs, qui sont depuis leur ouverture en 2007 traversées par les memes tensions que le restant de la détention...



Quelques Brèves...

Mars 2010, en réaction au suicide d'un mineur d'anger détenu à l'epm d'orvault, tags à anger sur la pjj "l'epm tue", le tribunal "la justice tue", et près de la prison : "l'état enferme, l'état tue", "solidarité", et "ce monde est une prison, déchaînons nous !".

En Mai 2008, 15 jours après le transfert des prisonniers, 6 des 15 mineurs enfermés à porcheville (Yvelines) dégradent leur cellule. (vitres, bureaux et télévision)

Mars 2006 une centaine de personnes profite du carnaval pour s'attaquer au chantier de lavaur. vitres, engin, batiment et véhicules de flics endommagés.

Février 2006, plusieurs dizaines de personnes occupent le chantier de l'EPM d'Orvault (44)

[...]

Les murs nous enferment
attaquons toutes les prisons